

**CONSEIL**

**Conseil**

**APPEL D'OFFRES POUR L'AUDITEUR EXTERNE DE L'OCDE**

**JT03349928**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

*Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*



## **Contexte**

1. Le mandat de l'Auditeur externe actuel s'achèvera le 31 octobre 2014 et un nouvel Auditeur externe devra être nommé à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014. Le processus de sélection de l'Auditeur externe a été planifié en conséquence.
2. L'Auditeur externe est nommé pour quatre ans avec une seule prorogation possible de deux ans [Règlement Financier, Article 32 §2, [C\(2008\)92/REV1](#)].
3. Ce document a pour objet l'approbation par le Conseil des documents relatifs à l'appel d'offres pour la nomination de l'Auditeur externe, qui consistent en un mandat pour les Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (ISC) des pays Membres (Annexe I) ainsi que les critères de sélection (Annexe II). Le questionnaire accompagnant le mandat est également présenté au Conseil pour information (Annexe III).
4. Conformément aux articles 31 §7 et 32 du Règlement Financier, le Comité d'Audit a examiné les documents relatifs à l'appel d'offres lors de sa réunion du 21 octobre 2013 [voir également document [C\(2013\)127](#)].

## **Action proposée**

5. A la lumière de ce qui précède, le Secrétaire général invite le Conseil à adopter le projet de conclusions suivant :

### **LE CONSEIL**

- a) prend note du document [C\(2013\)162](#) ;
- b) approuve le mandat et les critères de sélection tels que figurant en Annexes I et II au document [C\(2013\)162](#).

## ANNEXE I

### MANDAT

1. Conformément à son Règlement financier, l'OCDE lance un appel d'offres pour le choix d'un Auditeur externe. Seules les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) des pays Membres de l'OCDE peuvent présenter une offre<sup>1</sup>.
2. Les résultats de l'appel d'offres seront examinés par le Comité d'audit de l'OCDE qui formulera une recommandation de nomination de l'Auditeur externe au Conseil de l'OCDE pour décision.
3. L'Auditeur externe sera nommé pour une durée de quatre ans (Art. 32 §2 du Règlement financier de l'Organisation), à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014. Le mandat de l'Auditeur externe actuel s'achevant le 31 octobre 2014, l'auditeur nommé devra être disponible en octobre 2014 afin de rencontrer l'Auditeur externe sortant pour une passation d'informations entre les deux auditeurs. Un premier audit intérimaire devra être effectué avant le 31 décembre 2014<sup>2</sup>.
4. Conformément au Règlement financier de l'Organisation (Art. 32 §2), le mandat de l'Auditeur externe pourra être prorogé pour une seule période supplémentaire de deux ans.

#### Définition de la mission

5. L'Auditeur externe a pour principale fonction d'aider, par ses audits, les pays Membres, représentés par le Conseil de l'OCDE, à déterminer si les responsables de l'Organisation ont mis en place des systèmes et des pratiques qui apportent une assurance raisonnable que les ressources financières, humaines et physiques de l'OCDE sont préservées et protégées, que les activités sont menées de manière économique et efficace et qu'elles permettent à l'Organisation de s'acquitter de sa mission. Les travaux de l'Auditeur externe aident également les pays Membres et les responsables de l'Organisation à déterminer les possibilités de renforcer ces systèmes et ces pratiques, afin d'en améliorer l'économie, l'efficacité et l'efficacité.
6. A cette fin, l'Auditeur externe sera chargé des tâches suivantes :
  - Auditer les états financiers annuels de l'OCDE et de la Caisse de prévoyance du personnel (y compris l'examen nécessaire des systèmes d'informatiques de gestion) conformément aux Normes internationales d'audit (ISA), et donner son opinion en ce qui concerne « l'image fidèle » de la situation financière de l'Organisation que doivent refléter ces états financiers.
  - Donner son opinion en ce qui concerne le point de savoir si les états financiers annuels de l'Organisation ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur

---

<sup>1</sup> Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Canada ; Chili ; Corée ; Danemark ; Espagne ; Estonie ; États-Unis ; Finlande ; France ; Grèce ; Hongrie ; Irlande ; Israël ; Islande ; Italie ; Japon ; Luxembourg ; Mexique ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Pologne ; Portugal ; République slovaque ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Slovaquie ; Suède ; Suisse ; Turquie.

<sup>2</sup> Une ISC peut soumettre une offre en vue d'une nouvelle nomination en tant qu'Auditeur externe. Cette soumission doit répondre aux exigences d'indépendance communément reconnues (comme il est décrit par exemple dans les Normes internationales d'audit ISQC 1).

public (IPSAS) ou, dans le cas où celles-ci ne sont pas encore définies, aux Normes internationales d'information financière et comptable (IFRS/IAS).

- Donner son avis en ce qui concerne le point de savoir si les états financiers annuels de la Caisse de prévoyance du personnel ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière et comptable (IFRS/IAS).
- Procurer sa certification sur les états financiers mentionnés ci-dessus et remettre au Secrétariat un rapport découlant de ses audits financiers au plus tard le 31 mai de l'exercice financier suivant (le Secrétaire général soumet à l'Auditeur externe les états financiers annuels de l'OCDE et de la Caisse de prévoyance du personnel de l'OCDE au plus tard le 31 mars qui suit la clôture de l'exercice financier).
- Formuler une opinion sur les résultats de l'exécution du Programme de travail et Budget, afin de savoir s'ils ont été établis, pour leurs aspects matériels, conformément aux documents comptables pour l'exercice, aux décisions prises par le Conseil et au Règlement financier de l'Organisation.
- Réaliser des audits de performance sur des thèmes que l'Auditeur externe proposera et discutera avec le Secrétariat et le Comité d'audit (la liste des audits de performance réalisés depuis 2008 est jointe à l'appel d'offres) afin de déterminer si les pratiques de gestion de l'Organisation apportent l'assurance raisonnable attendue par les pays Membres que les actifs de l'OCDE sont protégés et que ses activités sont menées de manière économique, efficiente et efficace<sup>3</sup>.
- Remettre au Secrétariat un deuxième rapport au plus tard le 31 juillet de l'exercice financier suivant qui comprend toutes les conclusions et observations relatives à (i) ses audits de performance, (ii) ses travaux sur les résultats de l'exécution du Programme de travail et Budget (PTB) et (iii) toute autre question qui a été portée à l'attention de l'Auditeur externe au cours de ses travaux et dont il estime qu'il convient d'en saisir le Conseil par l'intermédiaire du Comité d'audit.

Ces deux rapports, le premier comprenant l'audit des états financiers de l'Organisation et des états financiers de la Caisse de prévoyance du personnel et le deuxième comprenant l'audit des résultats budgétaires, les audits de performance et les éventuelles recommandations correspondantes – constitueront l'ensemble des obligations de l'Auditeur externe en matière de présentation de rapports.

L'Auditeur externe s'engage à respecter les délais prévus pour la livraison des différents rapports attendus, respectivement les 31 mai et 31 juillet, et ce afin de permettre la présentation des rapports aux Comités compétents en temps voulu.

L'Auditeur externe assurera au moins deux présentations annuelles auprès du Comité du budget, deux présentations annuelles auprès du Comité d'audit, et une présentation annuelle au Conseil de l'OCDE.

L'Auditeur externe mènera ses missions (audits financiers, travaux sur les résultats de l'exécution du Programme de travail et Budget, audits de performance, en faisant appel, dans la mesure du possible, aux travaux d'audit interne du Bureau de l'audit interne et de l'évaluation auprès du Secrétaire général (la liste des rapports d'audit interne réalisés depuis 2008 est jointe à l'appel

<sup>3</sup>

Pour les besoins de cet appel d'offre, il conviendrait de fournir une estimation fondée sur deux audits de performance par an et représentant une moyenne d'environ 50 jours personnes par an. Il s'agirait d'une indication de la charge de travail, et non d'une limite ou d'une obligation contractuelle. Dans le cas où un audit de performance serait demandé en supplément de ceux qui ont été contractuellement convenus, ses coûts seront déterminés d'un commun accord et réglés séparément.

d'offres), et en assurant la liaison régulière avec le Directeur de l'audit interne et de l'évaluation afin d'éviter toute duplication.

## **Vue d'ensemble du Budget et du cadre comptable de l'OCDE**

7. Les états financiers de l'OCDE sont établis conformément aux normes IPSAS. Dans les cas où le Comité IPSAS n'a pas défini de normes spécifiques, les normes IFRS et IAS s'appliquent. L'exercice financier s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre et la comptabilité est effectuée en euros. Les états financiers de la Caisse de prévoyance du personnel sont établis conformément aux normes IFRS.

8. Depuis 1962, les états financiers ont été vérifiés et certifiés par un Collège de commissaires aux comptes. Entre 2001 et 2007 inclus, ils l'ont été conjointement par un Collège des commissaires aux comptes et un cabinet d'audit international privé, et depuis 2008, par une Institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC). Les états financiers de 2012 peuvent être consultés sur le site Internet de l'OCDE à l'adresse <http://oecd.org/fr/apropos/budget/etats-financiers.htm> ; et de plus amples informations sur les principes comptables sont disponibles dans les notes relatives aux états financiers.

9. La fonction comptable et les fonctions de gestion de la trésorerie et du Budget de l'OCDE sont localisées à l'échelon central au sein du Service du Programme, du budget et de la gestion financière de la Direction exécutive (EXD/PBF), basée au Siège de l'Organisation (Paris). Outre ce Service, des agents administratifs désignés dans les Directions et Programmes de l'Organisation participent directement aux processus budgétaires et comptables. Les crédits budgétaires ont été décentralisés auprès des Directions en 2009. Les dépenses de personnel constituent environ 80 % des dépenses de Partie I du Budget (contributions obligatoires) et sont budgétisées et suivies sur une base de coût moyen des rémunérations incluant les indemnités versées aux membres du personnel, telles que prévues par les statuts applicables aux agents et aux membres du personnel temporaire.

10. Le Budget et les états financiers sont présentés sur des bases différentes. Les états financiers sont présentés en comptabilité d'exercice et utilisent une classification fondée sur la nature comptable des dépenses dans l'état de la performance financière. Le Budget est présenté sur la base des encaissements aussi bien que des engagements et dépenses par Groupe de résultats, programme de Partie II et Budget annexes.

11. Depuis 2003, l'Organisation utilise un cadre de planification, de budgétisation et de gestion axé sur les résultats. L'OCDE a un Programme de travail et Budget (PTB) biennal qui s'inscrit dans un cycle de gestion intégré et continu englobant la planification, la hiérarchisation des priorités, la budgétisation, l'établissement de rapports d'avancement et l'évaluation. Un nouveau biennium commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

12. Le Règlement financier de l'Organisation, révisé en 2008 [[C\(2008\)92/REV1](#)], est joint à l'appel d'offre.

13. Tous les agents sont soumis aux Règlement financier et Instructions financières, aux statut, règlement et instructions et code de conduite qui leur sont applicables, et à tout autre instrument et mesure faisant partie du Cadre de contrôle interne [[C\(2008\)91](#)].

14. L'article 16 du Règlement financier indique « qu'un système efficace de gestion des risques financiers est mis en place afin de déterminer et de traiter en permanence les risques internes et externes pour l'Organisation et de les porter en temps utile à l'attention du Comité du budget et du Comité d'audit ».

15. La gestion des risques financiers est un aspect clé d'un large éventail de risques identifiés dans le Registre des risques de l'OCDE. Celui-ci fait partie du Cadre de contrôle interne cité en référence plus haut. Il répertorie tous les risques qui, à cause de leur impact et de leur importance, peuvent affecter la réalisation des objectifs de l'Organisation.

16. Depuis l'exercice financier 2005, un rapport signé par le Secrétaire général, le Directeur exécutif et le Chef du Service du Programme, du Budget et de la Gestion financière atteste que chaque Directeur/Chef de Service ou de Programme a respecté les règles de l'Organisation en matière de gestion financière et a géré de manière saine les dépenses financées par les Budgets qui sont sous sa responsabilité. Chaque Directeur et Chef de Service ou de Programme signe à cet effet une «lettre d'affirmation». Ce rapport est présenté dans les états financiers.

### **Systèmes informatiques financiers utilisés**

17. L'OCDE utilise SAP (version ECC6), notamment les modules FI, FM/BCS, FI-TV, FI-AA, CO, PS, MM et SRM en partie ou en totalité, ainsi que les outils de reportings décisionnels BI (Business Intelligence) et BO (*Business Objects*). D'autres systèmes informatiques personnalisés servent d'interfaces entre les gestionnaires du Budget ou des contributions volontaires et SAP. Ces systèmes sont remplacés au fur et à mesure par des systèmes financiers intégrés à SAP. Le système de paie est géré au moyen de Peoplesoft.

18. Toutes les entrées comptables ont des codes budgétaires et comptables suivant quatre axes : le compte comptable utilisé (nature), la structure de l'OCDE (centre financier), la catégorie de financement (fonds) et le Programme de travail et Budget de l'Organisation (Résultat).

### **Vue d'ensemble de l'architecture d'audit**

#### ***Audit interne et évaluation***

19. Le Bureau de l'audit interne et de l'évaluation relève directement du Secrétaire général. Dans le cadre d'un plan de travail mettant en œuvre une approche fondée sur les risques, il conseille en toute indépendance le Secrétaire général sur la qualité du contrôle interne.

#### ***Comité d'audit***

20. Le Comité d'audit est un sous-comité du Conseil qui se compose de six représentants des pays Membres, dont le Président du Comité du budget, et de trois experts désignés par les Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (ISC) des pays Membres, l'un d'entre eux étant proposé par l'Institution supérieure de contrôle du pays hôte.

21. Le Comité d'audit exerce les fonctions suivantes :

- examine et commente le programme annuel de travail des fonctions d'audit externe et interne, y compris les révisions de ces programmes ;
- examine les réponses des responsables de l'Organisation aux recommandations de la fonction d'audit interne et de la fonction d'audit externe et la façon dont ceux-ci mettent en œuvre ces recommandations ;

- examine la situation financière de l'Organisation ainsi que son système de contrôle interne et son système de gestion des risques ;
- donne son avis au Conseil en ce qui concerne la nomination du Directeur de l'audit interne et de l'évaluation par le Secrétaire général et la résiliation de ses fonctions ;
- recommande au Conseil le mandat de l'Auditeur externe, notamment en ce qui concerne les audits de performance qu'il devra exécuter et, après appel d'offres, recommande au Conseil la nomination de l'Auditeur externe.

22. Au vu des rapports de l'Auditeur externe cités ci-dessus au paragraphe 6 de ce document et sur la recommandation du Comité d'audit, cette recommandation étant formulée en coordination avec le Comité du budget, le Conseil donne quitus au Secrétaire général de sa gestion pour l'exercice financier. Une fois donné ce quitus, les résultats nets sont affectés.

## **ANNEXE II**

### **CRITERES DE SELECTION**

Les critères de sélection sont les suivants :

1. Coût annuel global de la mission, détaillé selon les phases d'audit (audit intermédiaire et final des états financiers de l'OCDE et de la Caisse de prévoyance) audit des résultats de gestion et audits de performances) et les frais de déplacements annuels et décomposé par poste et type d'audit ;
2. Expérience du personnel de l'équipe proposée d'une durée minimum de 5 ans en audit des états financiers annuels d'organisations internationales et d'institutions du secteur public appliquant les normes IPSAS ou IFRS/IAS et de l'audit des contrôles internes des systèmes informatiques de gestion (en particulier SAP) ;
3. Expérience du personnel de l'équipe proposée d'une durée minimum de 5 ans en audit des résultats de gestion de ces mêmes institutions ;
4. Expérience du personnel de l'équipe proposée d'une durée minimum de 5 ans en audits de performance de ces mêmes institutions ;
5. Qualité de la description de la méthodologie d'audit employée, en fonction du type d'audit, et des méthodes de communication avec le Secrétariat et l'Auditeur externe précédent ; Correspondance des profils/CV des membres de l'équipe avec ceux figurant dans le mandat pour la mission, et disponibilité de l'équipe proposée. Aptitudes linguistiques requises pour accomplir la mission.

#### **Pondération**

Critère 1 - 25% (sur la base du coût total excluant les frais de déplacements)

Critère 2 - 20%

Critère 3 - 15%

Critère 4 - 20%

Critère 5 - 20%

Les réponses de toutes les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques seront évaluées en fonction des critères ci-dessus. Chaque critère sera noté individuellement sur une échelle de 0 à 5. Dans l'hypothèse où une proposition ne satisferait pas à un de ces critères, elle recevra pour le critère en question la notation la plus faible sans pour autant être éliminée.

## ANNEXE III

## QUESTIONNAIRE

(à remplir en anglais ou en français)

**Informations générales**

Indiquez le titre officiel et décrire le rôle et les fonctions du Service de l'Auditeur externe soumettant ces propositions. Prière de joindre un organigramme.

Fournissez des détails sur les normes d'audit appliquées par le Service de l'Auditeur externe, la méthodologie employée avant et pendant les phases d'audits.

**Qualifications et expérience du personnel**

Indiquez le nombre et les qualifications générales des personnels proposés employés par le Service de l'Auditeur externe. Confirmez que tous les personnels qui participeront à l'audit des états financiers annuels de l'OCDE possèdent une qualification professionnelle dans le domaine de la comptabilité et/ou de l'audit. Si tel n'est pas le cas, prière de fournir des précisions.

Précisez les titres, noms et joindre les curriculum vitae des personnels proposés pour cette mission. Indiquez les organismes professionnels dans le domaine de la comptabilité et de l'audit dont les personnels sont membres.

Indiquez qui sera chargé de cette mission et qui sera le principal interlocuteur pour le Secrétariat de l'OCDE. Indiquez si les membres de l'équipe seront les mêmes pendant toute la durée du mandat.

Indiquez comment vous pensez effectuer la transition des informations/dossiers avec l'Auditeur externe actuel.

Récapitulez l'expérience de l'équipe proposée en ce qui concerne (i) la comptabilité financière et l'audit des états financiers annuels, en particulier ceux qui sont établis conformément aux normes IPSAS ou IFRS/IAS ; (ii) l'audit des résultats de l'exécution du Budget ; et (iii) l'audit de performance.

Indiquez le nombre d'années d'expérience de l'équipe proposée en matière d'audit dans des organisations appliquant les normes IPSAS et IFRS et quelles ont été les organisations auditées :

Nombre total d'années

Dans des organisations internationales  
(prière d'indiquer les noms et les périodes)

Dans le secteur public

Autres (prière de donner des précisions)

Total


Indiquez toute expérience de l'audit de fonds de pension et de l'application de IPSAS 25/IAS 19.

*Outre la Caisse de prévoyance du personnel (régime de retraite à cotisations définies fermé aux nouveaux entrants depuis 1974), l'OCDE gère plusieurs régimes à prestations définies, notamment un régime de retraite à prestations définies, une couverture maladie postérieure à l'emploi et des avantages liés à l'ancienneté.*

Récapitulez l'expérience des personnels proposés en ce qui concerne l'audit de systèmes comptables informatisés et l'utilisation de techniques d'audit assistées par ordinateur ; préciser leur connaissance des systèmes SAP (utilisés à l'OCDE).

*Les besoins de l'OCDE pour le traitement et la comptabilité des opérations s'appuient sur un large recours à des systèmes comptables informatisés (voir ci-dessus le paragraphe sur les systèmes d'informatiques de gestion).*

Indiquez le niveau de maîtrise (écrit et parlé) des deux langues officielles de l'OCDE, l'anglais et le français, pour chacun des membres de l'équipe d'audit proposés.

*L'Organisation tient à attirer l'attention sur le fait qu'une connaissance des deux langues officielles est nécessaire pour la mission de l'Audit externe, du fait que les inscriptions comptables peuvent être effectuées dans ces deux langues.*

## Approche et stratégie en matière d'audit

Compte tenu des spécificités de l'OCDE :

- Décrivez les principales étapes à accomplir pour la planification et la réalisation des travaux, notamment la durée prévue des phases d'audit intérimaire et final ;
- Communiquez un exemple d'un plan d'audit, comprenant l'audit des états financiers annuels, l'audit des résultats de l'exécution du Budget et des audits de performance, et incluant le nombre de réunions intermédiaires et finales avec les entités auditées.

En outre, fournissez des exemples d'observations et de recommandations découlant d'audits de performance réalisés par votre organisation (par exemple ceux réalisés en 2012/13).

*La fixation des périodes d'audit intérimaire et final se fera en concertation avec le Secrétariat en tenant compte des dates clés prévues dans le Règlement financier.*

Indiquez la répartition des personnels proposés (en jours-personnes) pour couvrir les domaines suivants :

- Audit (y compris vérification de la conformité et procédé de contrôle interne informatique) des états financiers annuels de l'OCDE (et de la Caisse de prévoyance, le cas échéant).
- Audit des résultats de l'exécution du Budget.
- Audits de performance.

Indiquez les processus de contrôle qualité que vous envisagez de mettre en place dans le cadre de l'audit de l'OCDE.

Décrivez la collaboration envisagée avec le Directeur de l'audit interne et de l'évaluation pour la réalisation de l'audit (il convient de noter qu'un dialogue entre l'Audit externe et l'Audit interne est nécessaire afin d'obtenir des gains d'efficacités et d'éviter toute duplication).

Décrivez la communication envisagée auprès du Comité d'audit pendant les phases de planification et d'audit intérimaire en plus des obligations de reporting mentionnées au paragraphe 6 du mandat.

**Coûts**

Indiquez le coût par jour-personne et le détail des volumes horaires par profil d'intervenant (par exemple Directeur de mission, Auditeur principal, Auditeur assistant, etc.)

Il convient de communiquer des coûts pour chaque type d'audit (états financiers annuels de l'OCDE et de la Caisse de prévoyance, résultats de l'exécution du Budget, audits de performance), comprenant une ventilation des honoraires, frais de mission et autres frais. (Toutes les estimations devraient être exprimées en Euros et hors taxes) Il conviendrait d'indiquer les besoins en matière de bureaux et de soutien technique.

	<b>Honoraires</b>	<b>Frais de mission</b>	<b>Total</b>	<b>Besoins en bureaux et soutien technique</b>
<b>Année 2014/2015</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2014) <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				
<b>Année 2015/16</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2015) <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				
<b>Année 2016/17</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2016) <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				

<b>Année 2017/18</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2017) <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				
<b>Année 2018/19</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2018) - <b>OPTIONNELLE</b> <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				
<b>Année 2019/20</b> (audit du résultat budgétaire et des états financiers annuels de 2019) - <b>OPTIONNELLE</b> <i>Etats financiers OCDE</i> <i>Etats financiers Caisse de prévoyance</i> <i>Résultats budgétaires</i> <i>Audits de performance (à déterminer)</i>				

## PIÈCES JOINTES À L'APPEL D'OFFRE

### **1. Documents financiers de référence**

- Etats financiers 2012 de l'OCDE : [BC\(2013\)20](#)
- Etats financiers 2012 de la Caisse de prévoyance : [C\(2013\)75/PART1/ADD1](#)
- Résultat du budget 2012 : [BC\(2013\)12](#)
- Règlement financier : [C\(2008\)92/REV1](#)
- Cadre de contrôle interne : [C\(2008\)91](#)
- Registre des risques – 6<sup>e</sup> version : [C\(2013\)2](#)
- Documents relatifs au Quitus : [C\(2012\)131](#) ; [C\(2012\)144](#)

### **2. Liste des Audits de performance effectués par l'Auditeur externe depuis 2008**

#### **Audits relatifs à l'année financière 2012 :**

- les conséquences de la progression des contributions volontaires dans le total des recettes ;
- la soutenabilité à long terme des régimes des pensions ;
- la situation des fonctionnaires détachés auprès de l'OCDE.

#### **Audits relatifs à l'année financière 2011 :**

- la gestion des opérations internes entre sections du budget ;
- la présentation des budgets ;
- l'externalisation de certaines tâches.

#### **Audits relatifs à l'année financière 2010 :**

- la gestion du budget annexe des publications ;
- la gestion du centre de conférences.

**Audits relatifs à l'année financière 2009 :**

- le financement des engagements de l'Organisation vis-à-vis de ses retraités, au titre des pensions et de la couverture de santé ;
- la protection des systèmes informatiques contre les risques majeurs (seconde partie de l'enquête commencée en 2009) ;
- la décentralisation de la gestion du budget.

**Audits relatifs à l'année financière 2008 :**

- le recouvrement du coût administratif de la gestion des contributions volontaires ;
- l'aménagement éventuel de la salle informatique de secours.

**3. Liste des rapports d'Audits internes effectués par le Bureau de l'audit interne et de l'évaluation depuis 2008****Rapports réalisés en 2013 :**

- *IT Security of OECD Affiliated Bodies (3 reports : IEA, NEA, ITF) – Juin 2013*
- *Security Aspects of Staff Missions Abroad – Janvier 2013*
- *Recruitment – Janvier 2013*

**Rapports réalisés en 2012 :**

- *Review of process of annual adjustment of salary scales – Décembre 2012*
- *VCs/Grants: GOV – Décembre 2012*
- *Process for Managers' Assertions – 2012 – Octobre 2012*
- *Horizontal Projects – Octobre 2012*
- *Controls over access to OECD Headquarters (including the Conference Center) – Juin 2012*
- *Administrative Unit of the Translation Division – Juin 2012*
- *IT Security at OECD – Juin 2012*
- *Voluntary Contributions & Grants:  
European Commission "FP7" Grant to DSTI in respect of project  
"KNOWINNO" 1 January-31 December 2011 – Février 2012*
- *Internal Audit Review of Statistical Coordination – Janvier 2012*
- *Language Translation Activities at the OECD – Part 2/2*
  - *The Italian Linguistic Section – Janvier 2012*

**Rapports réalisés en 2011 :**

- *VCs/Grants: PSD of DAF* – **Décembre 2011**
- *Managers' Assertions (2011)* – **Novembre 2011**
- *Language Translation Activities at the OECD (Part 1 of 2)* – **Octobre 2011**
- *Staff Entitlements* – **Juillet 2011**
- *OECD iLibrary Project* – **Mai 2011**
- *Internal Controls in the Inter-Organisations Study Section* – **Mai 2011**
- *Managers' Assertions (2010)* – **Mars 2011**
- *Events held outside Headquarters International Transport Forum 2008 and 2010* – **Mars 2011**

**Rapports réalisés en 2010 :**

- *OECD Ethics Framework, including the implementation of the Code of Conduct* – **Décembre 2010**
- *Events held outside Headquarters -25<sup>th</sup> Annual meeting on Food Crisis Prevention Network, 8-11 December 2009, Bamako, Mali* – **Septembre 2010**
- *Events held outside Headquarters – Regional Antitrust Workshop on Anti-Cartel Enforcement, Seoul, Korea* – **Septembre 2010**
- *Events held outside Headquarters 2<sup>nd</sup> Global Forum and Education Review of Dominican Republic* – **Septembre 2010**
- *Service Contract M008/107 – GSF Trevisi and IEA* – **Juin 2010**
- *Service Contract M08/21 – Organidem and the OECD* – **Juin 2010**
- *Internal Audit on Service Contract M04/172 – TURPIN Ltd. And the OECD* – **Juin 2010**
- *Ex Post Assessment Tools* – **Avril 2010**
- *Internal Audit Report on Service Contract M07/14-GSF Trevisi and OECD* – **Avril 2010**
- *Internal Audit of Voluntary Contributions/Grants* – **Avril 2010**
- *Controls to Monitor the Indemnities and Benefits Fund (IBF)* – **Mars 2010**
- *Staff Expenditure Process and the related use of the corporate reporting tool SAP BI* – **Janvier 2010**

**Rapports réalisés en 2009 :**

- *Decentralization of Staff Expenditure – Step 3: Tests of IT Controls over systems used for the staff expenditure process – Novembre 2009*
- *Performance Management Process 2008 – Novembre 2009*
- *Decentralization of Staff Expenditure – Continuation of report of May 12<sup>th</sup> 2009 – Review of design of IT controls over SAP BI reports – Août 2009*
- *Decentralization of Staff Expenditure – Step 1: Review of IT Controls Design – Mai 2009*
- *Site Report– Marshall Building – Avril 2009*
- *EC Grant (GOV) – Avril 2009*
- *IT Procurement – Janvier 2009*
- *Second Evaluation of Internal Controls in Directorates – Janvier 2009*

**Rapports réalisés en 2008 :**

- *Evaluation of Internal Controls in Directorates – Juillet 2008*
- *Voluntary Contributions & Grants – Mars 2008*
- *Treasury Risks & Controls at OECD – Janvier 2008*